
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 26/2 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.2.47516

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Reunionsadressen und den Konskriptionen wird kein direkter Zusammenhang hergestellt – wobei hier einmal dahingestellt bleiben soll, ob sich ein solcher überhaupt konstruieren ließe. Zum anderen bleibt der mentalitätsgeschichtliche Aussagegehalt des von Smets herangezogenen und interpretierten Zahlenmaterials fragwürdig. Selbst wenn man dem Verfasser in der Annahme folgt, die Statistiken spiegelten die kollektive Einstellung der Bevölkerung, so sind die von ihm gebotenen Erklärungen doch eher dürftig. Nur zu oft verweist er auf weitergehende Untersuchungen, die noch zu leisten wären, um genauere Aufschlüsse zu erlangen. Hätte er eben diese Untersuchungen nicht selber leisten müssen, anstatt sich breit über bereits Bekanntes auszulassen? Dies wäre zweifellos zu leisten gewesen, wenn sich der Autor auf den nördlichen Niederrhein konzentriert hätte, dem ohnehin sein besonderes Interesse zu gelten scheint. Den Anspruch, das Verhalten der Rheinländer gegenüber den Franzosen darzustellen, vermag er nicht einzulösen.

Mentalitäten sind ganz eindeutig ein Phänomen der »langen Dauer«. Eine Untersuchung, die eben jene »longue durée« in ihrer Betrachtung explizit ausschließt und sich stattdessen auf eine Momentaufnahme konzentriert, muß notwendigerweise zu kurz greifen. Bei Einbeziehung der langen Dauer wäre nämlich sehr bald deutlich geworden, daß die von Smets immer wieder konstatierte Zweiteilung des Rheinlands in einen südlichen und einen nördlichen Teil keineswegs erst in der Franzosenzeit grundgelegt worden ist, sondern im Gegenteil ein wesentliches Strukturmerkmal rheinischer Geschichte seit dem Spätmittelalter darstellt, wie Wilhelm Janssen unlängst betont hat. Ungeachtet dessen enthält die Studie eine Fülle interessanter Detailerkennnisse wie auch methodischer Anregungen. Leider geht es einem hier ähnlich wie mit den Ostereiern: man muß sie suchen.

Jörg ENGELBRECHT, Düsseldorf

Birgit FRATZKE-WEISS, Europäische und nationale Konzeptionen im Rheinbund. Politische Zeitschriften als Medien der politischen Öffentlichkeit, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 1997, 456 S. (Europäische Hochschulschriften. Reihe 3: Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 756).

On sait la place tenue dans les débats épistémologiques allemands par les théories de Jürgen Habermas, et notamment par le concept d'*Öffentlichkeit*: c'est en se situant explicitement par rapport à cette problématique que Mme Fratzke-Weiß propose une étude sur »Les conceptions européennes et nationales dans la Confédération du Rhin: les périodiques politiques comme outils de construction de l'espace public dans le domaine politique«¹. Il s'agit d'un travail très bien documenté et qui touche à l'histoire du livre, surtout dans ses deux premières parties.

L'auteur appuie son propos sur l'étude systématique de quatre titres (Minerva, Politisches Journal, Europäische Annalen, Die Zeiten), dont il présente les débuts et le programme, puis les conditions de publication, avant de passer à leur réception. Une attention particulière est donnée aux hommes et à leurs réseaux (p. 85. et suiv.²), avec de belles pages concernant Archenholtz, Voß, Bertuch, et Cotta lui-même. Sur le plan du contenu, le projet des différents titres vise à présenter de manière objective la situation du temps: d'où la

1 Voir l'introduction, notamment p. 23 et suivante.

2 La carte de la p. 99 serait plus utilement présentée en deux temps: d'abord, montrer la hiérarchie des villes où sont établis un ou plusieurs correspondants des quatre titres de périodiques, sans distinguer ceux-ci les uns par rapport aux autres; ensuite, tracer les quatre réseaux spécifiques de chacun des titres étudiés. De même, les résultats des tableaux des pages 101–107 pourraient faire l'objet d'une représentation graphique, qui les rendrait plus immédiatement lisibles pour le lecteur. Même remarque pour la page 161.

référence obligée aux concepts de vérité et d'impartialité (*unparteiisch*), d'où aussi la place donnée à la statistique, considérée comme le fondement d'un discours scientifique en sciences politiques. Pour autant, l'édition d'un périodique reste aussi une entreprise commerciale dont l'objectif premier est de dégager un bénéfice, même si le discours des éditeurs et des rédacteurs ignore assez largement cette dimension de leur action. Les auteurs non plus ne peuvent éviter d'inscrire leur activité publicistique dans le cadre de stratégies plus englobantes et plus intéressées (s'assurer un revenu supplémentaire, accroître son influence, etc.).

Mme Fratzke-Weiß ne recule pas devant l'étude de la réception et du public de ses quatre titres. La cible – pour employer un terme de marketing – est celle des lecteurs efficaces, entendons, une partie de la noblesse et surtout les catégories supérieures de la *Bildungsbürgertum* et l'objectif poursuivi, fondamentalement conservateur, réside dans l'instrumentalisation des Lumières au sein d'une société qui reste une société d'ordres. Le public effectivement touché, pour autant qu'on puisse le connaître, correspond peu ou prou à ce modèle. L'enquête aurait peut-être pu être prolongée par l'étude des anciennes bibliothèques, et, le cas échéant, de certains des exemplaires conservés³. Au demeurant, les tirages, même s'ils sont importants, restent limités (6000 à 8000 exemplaires au plus).

La seconde partie de l'ouvrage, beaucoup plus brève, aborde systématiquement les rapports entre la presse et l'État, à travers la collaboration de certains hommes d'État aux différents titres et les liens qu'ils entretiennent avec les éditeurs, mais aussi à travers le problème de la censure et de ses pratiques.

Une troisième partie examine les « conceptions européennes et nationales » développées par les quatre titres – le lien avec ce qui précède restant pourtant relativement lâche. L'étude est ici conduite sous la forme d'une analyse de contenu: le concept d'Europe correspond d'abord à une définition géographique (jusqu'à l'Oural) mais les catégories culturelles y occupent une place également fondamentale. La cassure est de plus en plus sensible selon que l'on avance en Europe centrale et orientale: certaines provinces autrichiennes, la Russie et surtout l'Empire ottoman, enregistrent un tel retard sur l'Ouest que leur appartenance à l'Europe en devient discutable⁴. La géographie des correspondants des différents titres traduit bien cette opposition (aucun correspondant en Turquie).

Pourtant, les événements du temps sont également toujours présents. La disparition du Saint-Empire, la suprématie française, les guerres et la réorganisation de la carte politique de l'Allemagne font que la situation des pays allemands reste problématique, de sorte que nos quatre titres peuvent faire office de forum de discussion. Les orientations politiques varient d'ailleurs d'un titre à l'autre, selon que l'on donne la préférence à l'équilibre entre les puissances, à la suprématie française, à une structure fédérale ou à une association entre États nationaux (*Völkerstaatenbund*). Bien évidemment, les événements de 1813–1815 changent radicalement la donne, la « Guerre de libération » manifeste la vigueur d'un patriotisme national allemand dont la Prusse apparaît comme le conservatoire, mais Mme Fratzke-Weiß montre bien, en conclusion, que les discussions politiques des années précédentes ne restent pas sans influence jusqu'au Congrès de Vienne.

L'ouvrage est complété par de précieuses séries d'annexes (tableau des collaborateurs des périodiques étudiés, etc.), un état des sources et une riche bibliographie. On regrette cependant qu'aucun point de comparaison ne soit fourni, même très rapidement: l'Allemagne et sa presse périodiques autour de 1800, la « librairie allemande » à la même date, etc. Les références bibliographiques et archivistiques à la France font complètement défaut, ce qui

3 La place des cabinets de lecture, qui est évoquée notamment p. 153 note 778, et p. 163 et suiv.

4 Pour une présentation de la problématique centre/périphérie, voir aussi Karl KASER, *Südosteuropäische Geschichte und Geschichtswissenschaft: eine Einführung*, Wien/Köln 1990.

semble évidemment paradoxal pour une étude sur la Confédération du Rhin. On regrette également l'absence d'index.

En définitive on ne peut qu'approuver l'auteur dans les nuances qu'il apporte à certaines thèses de Jürgen Habermas: le nouvel espace public ne marque pas une rupture radicale par rapport à l'ancien espace politique de la cour, il n'est rien moins qu'abrité des jeux de domination et de pouvoir, et sa pénétration massive par des intérêts économiques est certainement très antérieure aux dernières décennies du XIX^e siècle. Par ailleurs, l'étude de Mme Fratzke-Weiß a le grand mérite de nuancer l'opinion courante, selon laquelle les années napoléoniennes sont d'abord, en Allemagne, le temps de construction d'un nationalisme qui s'affirme fondamentalement contre la suprématie française: les réflexions n'ont pas fait défaut, sur d'autres modes possibles d'organisation pour l'Europe d'après les guerres. Enfin, la question de la réception reste en grande partie posée. Si la publication sous forme de périodique répond mieux au besoin d'une information relativement récente, mais réfléchie, elle n'est pas non plus exempte de critiques, et le discours politique peut biaiser le contenu scientifique, comme nous le rappelle déjà Goethe, par la bouche de Wilhelm Meister:

Nous n'omettrons pas les milles carrés qui n'ont pas été mesurés, ni le chiffre de la population qui n'a pas été recensée. Nous emprunterons aux almanachs et aux statistiques qui, on le sait, sont les documents les plus sûrs, les revenus de provinces. Nous fonderons là-dessus nos raisonnements politiques, nous n'oublierons pas un coup d'œil de côté sur les gouvernements. Nous dépeindrons quelques princes comme de vrais pères de la patrie ...

Frédéric BARBIER, Paris

Karl MURK, Vom Reichsterritorium zum Rheinbundstaat. Entstehung und Funktion der Reformen im Fürstentum Waldeck (1780–1814), Arolsen (Selbstverlag des Waldeckischen Geschichtsvereins) 1995, 323 S. (Waldeckische Forschungen, 9).

Le titre de ce livre, assez agréable à lire pour qu'on oublie presque qu'il s'agit d'une dissertation de Marbourg, et naturellement fort bien documenté, est un peu trompeur, en ce qu'il semble annoncer une problématique de la réforme, là où il n'y eut en réalité qu'un prince aux abois, lourdement endetté bien avant la Révolution, et cherchant désespérément à sauver d'abord ses domaines familiaux, puis au fil des événements extraordinaires de la période, son existence d'Etat indépendant. Des réformes pouvaient en être le moyen si les privilégiés ne s'y étaient opposés avec tous les moyens à leur disposition.

L'auteur commence par le tableau d'un de ces nombreux petits Etats »in 12°« de l'Allemagne du XVIII^e siècle, dont le territoire n'est même pas homogène (le comté de Pyrmont n'est pas attaché à la principauté de Waldeck), mais dont les princes, soucieux de représentation, vivaient au-dessus des moyens que des Stände sourcilleux ne leur accordaient pas volontiers. A bout d'expédients, après avoir loué des soldats en Hollande, le prince avait contracté un emprunt énorme auprès de la Hesse-Cassel. Les premières tentatives de réformes sont liées à cet emprunt, mais elles échouèrent devant l'opposition des membres de la famille régnante, dotés encore de certains droits traditionnels.

Lorsque la guerre éclata, elle signifia d'abord pour Waldeck de nouvelles charges financières: contribution à la caisse de l'Empire, fournitures directes aux troupes. Puis, lorsque la Prusse se fut retirée du conflit, la principauté eut la malchance d'être traversée par la ligne de démarcation tracée en 1796, et de se trouver à la fois belligérante (et devoir continuer à payer l'Empire), et neutre, ce qui avait aussi un prix, le roi de Prusse entendant se faire payer les troupes qui veillaient au respect de la ligne de neutralité. C'est dire que Waldeck accueillit la paix avec soulagement. Restait cependant cette énorme dette qui obérait tout, et dont les intérêts augmentaient chaque année. La famille se refusait à toute aliénation territoriale, mais l'électeur de Cassel exigeait son dû en s'adressant au Reichskammergericht.